

domaines d'actions étant érigés en priorités gouvernementales par au moins deux-Français sur trois pour l'année électorale à venir. En quatrième position figurent **les déficits publics et la dette** (63%, +9 points par rapport à l'année dernière). A l'opposé, la construction européenne ou le nucléaire sont peu perçus comme des priorités, plus d'un tiers jugeant même ces dossiers secondaires.

- **En dépit de fortes attentes dans le domaine économique et social, les Français se montrent très pessimistes quant à la capacité des acteurs à faire bouger les lignes en 2012 sur ces questions.** Ainsi, seuls 9% anticipent avec optimisme les évolutions sur le front de l'emploi, 11% en ce qui concerne les inégalités sociales et le pouvoir d'achat, ou encore 13% sur le dossier de la dette. Ce sont sur les thématiques jugées les moins prioritaires que les Français se montrent le plus optimistes, bien que dans des proportions toujours minoritaires : 43% pour le nucléaire, 41% pour la sauvegarde de l'euro, 36% pour l'environnement et 33% pour la construction européenne.

Dans le détail :

Pour les Français, l'année 2012 ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices

A l'heure du bilan, **la moitié des Français porte un regard positif sur 2011 alors que l'autre moitié considère que cette année a été négative (49% contre 50%), ce qui correspond à des chiffres similaires à ceux de l'année 2010.** Notons que seuls 3% l'ont trouvée très positive alors que 9% l'ont jugée très négative.

Si globalement, la tendance est donc à la stabilité, on observe néanmoins **des évolutions légèrement contrastées en fonction des différentes catégories de population** : ainsi, on enregistre une baisse de 3 points auprès des personnes âgées de 25 à 34 ans (59%) qui étaient l'année dernière les plus positives, mais les jeunes de moins de 35 ans restent néanmoins largement plus positifs que leurs aînés (48% des 35-49 ans et 43% des 50 ans et plus). Notons également que les Franciliens sont davantage gagnés par la morosité au moment de tirer le bilan de l'année écoulée, puisqu'ils sont cette année 47% à évoquer une année positive, soit une baisse de 6 points par rapport à l'année dernière, alors que les habitants de Province sont 49% à faire ce constat, soit 2 points de plus qu'il y a un an. En revanche, on constate toujours que les membres des catégories supérieures sont plus susceptibles de dresser un tableau positif de 2011 (54%, -1 point) que les membres des catégories

populaires (49%, +1 point). Politiquement, en dépit d'une baisse marquée, les sympathisants de Droite (54%, -8 points) et particulièrement de l'UMP (58%) sont également plus nombreux à lire 2011 sous un angle positif que les sympathisants de Gauche (49%, +7 points).

On le voit, les Français, dans des proportions similaires à celles des années précédentes, sont partagés sur le bilan à tirer de l'année 2011. Mais à la différence des années précédentes, ils se montrent majoritairement pessimistes quant à l'année qui débute. En effet, **55% d'entre eux se disent pour eux et pour leurs proches plutôt (48%) voire très (7%) pessimistes pour l'année 2012** quand seulement 44% (-9 points) envisagent l'avenir proche avec optimisme, dont seulement 2% avec un grand optimisme. L'année dernière, ils étaient encore une majorité à se dire optimistes (53%), bien que ce chiffre fût déjà en net recul par rapport à 2009 (60%).



Ce repli de l'optimisme affecte toutes les catégories de population, mais davantage les hommes (40%, -13 points) que les femmes (49%, -4 points) et les personnes âgées de 25-34 ans (57%, -22 points) davantage que les autres tranches d'âge. Peut-être ces dernières sont-elles plus sensibles aux aléas actuels du fait de leur position sur le marché du travail. Ainsi, alors qu'ils étaient l'année dernière les plus optimistes, les 25-34 ans occupent cette année une position intermédiaire entre les 18-24 ans (69%, -7 points) et les 35-49 ans (42%, -10

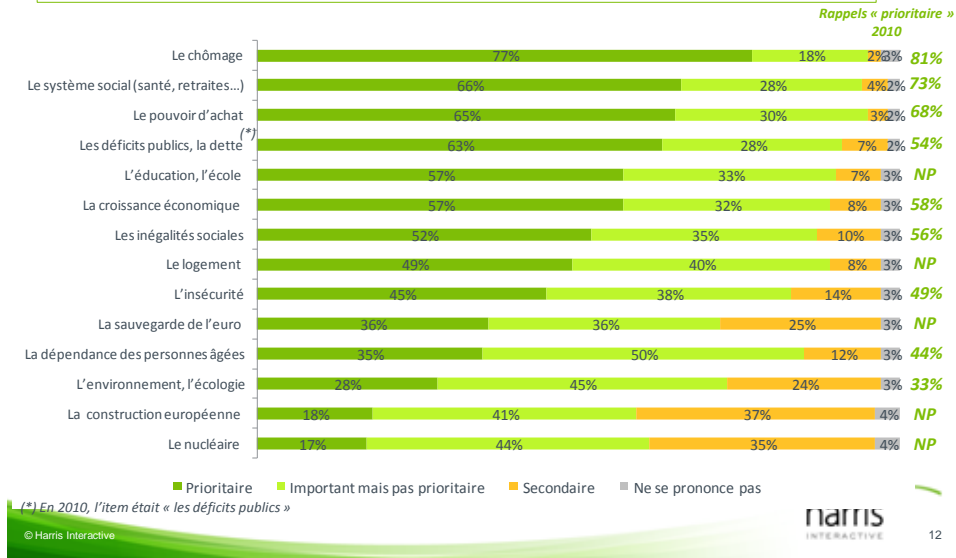
points), les moins optimistes demeurant les plus âgés (36% des 50 ans et plus, -10 points). Une nouvelle fois, on constate que les Franciliens se montrent beaucoup moins optimistes que l'année dernière (44%, -15 points). Notons que seules les personnes les plus diplômées, à savoir celles détenant un diplôme supérieur à Bac+2, se montrent majoritairement optimistes pour l'année à venir (51%) alors que cette proportion chute à 33% chez les personnes n'ayant pas atteint le niveau du baccalauréat. On constate de plus que **les sympathisants de Droite, non seulement tirent un bilan plus positif de l'année passée, mais voient également sous un meilleur jour l'année qui débute**, année qui sera marquée en France par l'élection présidentielle et les élections législatives : 52% se disent optimistes contre 43% des sympathisants de Gauche. Toutefois, la proportion d'optimistes à Droite chute fortement (-15 points) alors qu'elle est stable à Gauche. Enfin, notons que si un quart (26%) des personnes qui indiquent avoir vécu une mauvaise année 2011 pour eux ou pour leurs proches se dit confiant à l'orée de 2012, 36% de ceux qui ont bénéficié d'une année 2011 positive craignent que cela ne soit plus le cas en 2012.

Les Français font du chômage la priorité des priorités mais attendent également du gouvernement qu'il traite le problème de la dette

Nous l'avons vu, les Français se montrent majoritairement pessimistes et sans doute angoissés alors que s'ouvre la nouvelle année. Dans un contexte économique déprimé, ils attendent donc surtout du gouvernement qu'il agisse dans le domaine de l'emploi et évite une montée importante du **chômage**. Ainsi, 77% d'entre eux estiment qu'il devrait s'agir pour 2012 d'un dossier prioritaire. 66% considèrent également que **le système social** français (santé, retraites...) devrait constituer une priorité, soit 7 points de moins que l'année dernière. Vient ensuite **le pouvoir d'achat** (65%). Les attentes des Français se centrent donc sur l'action socio-économique du gouvernement. Toutefois, ils souhaitent également que ce dernier se saisisse du problème **des déficits publics et de la dette**, à hauteur de 63%, soit une hausse de 9 points par rapport à l'année dernière. C'est donc à un difficile exercice d'équilibriste que les Français appellent les dirigeants : soutenir l'emploi, le pouvoir d'achat et maintenir à flot le système social français sans creuser les comptes publics.

Le chômage demeure la préoccupation centrale, tandis que près des 2/3 des Français font de la dette une priorité

Pour chacun des domaines d'action suivants, diriez-vous qu'il devrait être prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire pour le gouvernement au cours de l'année 2012?



Trois autres domaines d'actions sont jugés prioritaires par une majorité de Français : **l'éducation, l'école (57%)**, **la croissance économique (57%)** et **la lutte contre les inégalités sociales (52%)**. Le logement (49%) et l'insécurité (45%) demeurent également des sujets prioritaires ou en tout cas importants (respectivement 40% et 38%) aux yeux des Français. En cette période de fortes tensions sur la monnaie unique, seuls un peu plus d'un tiers des Français désignent également comme priorité la sauvegarde de l'euro (36%), juste devant la dépendance des personnes âgées (35%). L'environnement et l'écologie (28%, -5 points), la construction européenne (18%) et le nucléaire (17%) apparaissent moins comme des sujets urgents à traiter par le gouvernement.

Dans le détail, **notons que les sympathisants de Droite mettent davantage l'accent sur la réduction des déficits publics** (71% - +5 points-, mais aussi 82% des sympathisants du MoDem contre 53% des sympathisants de Gauche) **et la croissance économique** (65% contre 52% des sympathisants de Gauche) alors que les sympathisants de Gauche semblent davantage préoccupés et en attente d'action publique dans les domaines de la lutte contre le chômage (83% contre 69% à Droite), de la sauvegarde du système social (76% contre 53%), du pouvoir d'achat (66% contre 54%), d'éducation (70% contre 45%) ou encore de réduction des inégalités sociales (70% contre 28%). La sécurité demeure davantage une priorité affichée des sympathisants de Droite que des sympathisants de Gauche (52% contre 25%), tout comme la construction européenne (27% contre 16%). Seuls

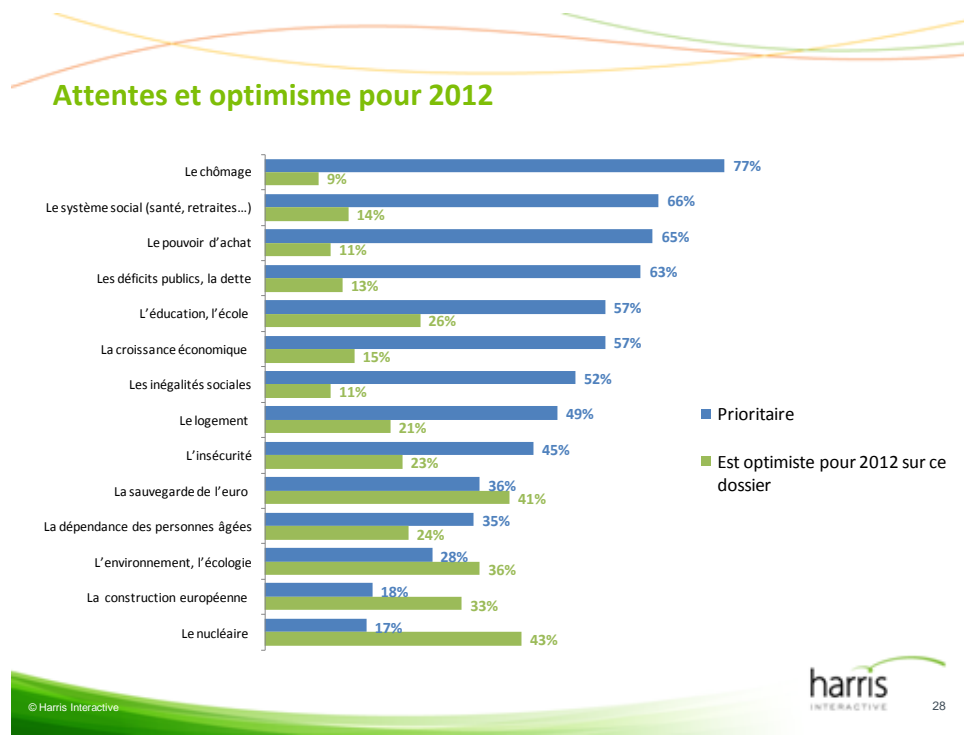
les sympathisants d'Europe Ecologie – Les Verts font majoritairement de l'environnement (69%), et dans une moindre mesure du nucléaire (40%), des priorités d'actions gouvernementales.

Par ailleurs, notons que **les membres des catégories populaires se soucient moins de l'action sur la dette** (57% contre 63% des CSP+) **mais davantage du pouvoir d'achat** (76% contre 61%) et du logement (53% contre 46%). Ils attendent également davantage que le gouvernement fasse de la sécurité une priorité (49% contre 37%). Quant aux hommes, ils ont moins tendance que les femmes à fixer des priorités au gouvernement, sauf en ce qui concerne l'Europe : sauvegarde de l'Euro (41% contre 32% des femmes) et poursuite de la construction européenne (24% contre 13%). Enfin, notons que le pouvoir d'achat est davantage une problématique des 35-49 ans (75% en font une priorité contre 65% en moyenne), tandis que les 50 ans et plus optent davantage que la moyenne pour la priorité accordée à la dette (66% et même 72% des 65 ans et plus contre 63% en moyenne), et que les plus jeunes accordent un statut un peu plus prioritaire à l'environnement (38% contre 28% en moyenne).

Une année 2012 sous le signe de l'impuissance ?

Si les Français imputent au gouvernement de nombreuses priorités pour l'année à venir, ils se montrent en revanche peu optimistes sur la capacité du gouvernement – et plus largement de la société française – à y répondre, et ce d'autant plus qu'il s'agit pourtant de sujets importants à leurs yeux. Ainsi, **si 77% font du chômage une priorité d'action, ils ne sont que 9% (-5 points) à se dire optimistes sur l'évolution de la situation de l'emploi en 2012**. De même, seuls 11% anticipent des évolutions positives en ce qui concerne la lutte contre **les inégalités sociales** ou **le pouvoir d'achat**, soit des baisses respectives de 2 et 5 points. **Le système social**, seconde priorité, n'apparaît guère en mesure d'évoluer plus positivement : 14% se montrent optimistes (-2 points) sur ce point contre 84% de pessimistes. La question de **la dette** et des déficits publics, pourtant largement appréhendée par les responsables politiques au cours de la période récente, ne suscite pas plus d'optimisme (13%, -3 points). Quant à **la croissance économique**, qu'un quart de la population envisageait avec espoir l'année dernière, elle n'est plus source d'optimisme que pour 15% des Français. Entre un cinquième et un quart des Français se déclare optimiste concernant le logement (21%), l'insécurité (23%), la dépendance des personnes âgées (24%), ou l'éducation (26%). C'est sur les dossiers jugés comme les moins prioritaires que les Français apparaissent les plus optimistes, bien que toujours dans des proportions minoritaires : la construction

européenne (33%), l'environnement et l'écologie (36%, +5 points), la sauvegarde de l'euro (41%) ainsi que le nucléaire (43%).



Ainsi, **les Français**, qui figurent parmi les peuples les plus pessimistes au monde, **font montre à travers cette enquête de fortes inquiétudes et de peu d'espoirs**, particulièrement sur les dossiers qui leur apparaissent centraux, au premier ordre desquels l'emploi.

Toutes les catégories de population se montrent majoritairement pessimistes. On observe néanmoins qu'à l'image des années précédentes, **les sympathisants de l'opposition font preuve d'un pessimisme encore plus prononcé que les sympathisants de Droite**. En dépit de leur moindre pessimisme, ces derniers apparaissent néanmoins largement sceptiques quant à la perspective de voir la dette évoluer dans le bon sens (25% d'optimistes sur ce point contre 10% à Gauche) ou la croissance économique repartir (24% contre 11%), alors qu'il s'agit pour eux de fortes attentes. La catégorie sociale d'appartenance influe peu sur le degré d'optimisme à l'égard des différents domaines d'actions. Notons enfin que les jeunes sont non seulement plus optimistes pour eux et leurs proches mais également pour ce qui a trait à l'environnement (46% contre 36% en moyenne), la croissance économique (21% contre 15%) et le pouvoir d'achat (19% contre 11%).

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe - 5-7 rue du Sahel – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Opinion & Corporate - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr